



KPMG SA
47 avenue Clémenceau
BP 40055
62967 Longuenesse

Association Institut de Formation des Personnels de l'Enseignement Catholique Hauts-de-France (I.F.P.E.C.)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Association Institut de Formation des Personnels de l'Enseignement Catholique Hauts-de-France
(I.F.P.E.C.)

236 Rue du Faubourg de Roubaix 59041 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
47 avenue Clémenceau
BP 40055
62967 Longuenesse

Association Institut de Formation des Personnels de l'Enseignement Catholique Hauts-de-France (I.F.P.E.C.)

236 Rue du Faubourg de Roubaix 59041 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association Institut de Formation des Personnels de l'Enseignement Catholique Hauts-de-France (I.F.P.E.C.),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de Formation des Personnels de l'Enseignement Catholique Hauts-de-France (I.F.P.E.C.) relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Longuenesse, le 11 février 2025

KPMG SA



José Denisselle

Associé

| Actif | 31/08/2024 | | | 31/08/2023 |
|---|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Dépréciation | Montant Net | |
| en € | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 39 158 | 34 319 | 4 839 | - |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 1 009 678 | | 1 009 678 | 1 009 678 |
| Constructions | 6 296 560 | 4 776 165 | 1 520 395 | 1 603 675 |
| Installations techniques, matériels et outillages | 420 230 | 352 911 | 67 320 | 53 410 |
| Mobilier, matériel de bureau et d'informatique | 359 863 | 336 177 | 23 687 | 22 504 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 36 734 | | 36 734 | 36 734 |
| Autres | 150 | - | 150 | 150 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 8 162 375 | 5 499 571 | 2 662 803 | 2 726 152 |
| Stocks et en cours | - | | - | 11 367 |
| Avances et acomptes versés sur commande | 4 672 | | 4 672 | 19 440 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 582 766 | - | 582 766 | 337 891 |
| Créances personnel et charges sociales | - | | - | - |
| Créances reçues par legs ou donations | | | - | - |
| Autres créances | 3 525 | | 3 525 | 2 208 |
| Valeurs mobilières de placement | 2 400 000 | | 2 400 000 | 2 115 000 |
| Instruments de trésorerie | | | - | - |
| Disponibilités | 716 295 | | 716 295 | 993 780 |
| Charges constatées d'avance | 22 039 | | 22 039 | 8 642 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 3 729 296 | - | 3 729 296 | 3 488 328 |
| Frais d'émission d'emprunt (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion - Actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V) | 11 891 671 | 5 499 571 | 6 392 100 | 6 214 480 |

| Passif | | |
|--|------------------|------------------|
| en € | 31/08/2024 | 31/08/2023 |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 971 531 | 971 531 |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 1 442 362 | 1 442 362 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 2 889 654 | 2 839 486 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 204 615 | 50 167 |
| Situation nette | 5 508 162 | 5 303 547 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (II) | | |
| Provisions pour risques | - | - |
| Provisions pour charges | 134 176 | 124 530 |
| TOTAL PROVISIONS (III) | 134 176 | 124 530 |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | - | 10 685 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | | |
| Avances et acomptes reçus (1) | 126 954 | 199 998 |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 213 583 | 169 784 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 133 624 | 133 511 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 120 305 | 144 901 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 155 295 | 127 525 |
| TOTAL DETTES (IV) | 749 761 | 786 403 |
| Ecarts de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 6 392 100 | 6 214 480 |

Dettes sauf (1) à plus d'un an

Dettes sauf (1) à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

624 266

586 406

10 685

| Compte de résultat | | |
|--|------------------|------------------|
| en € | 31/08/2024 | 31/08/2023 |
| Cotisations | 10 035 | 10 260 |
| Ventes de biens et services | 2 362 743 | 2 131 138 |
| Ventes de biens | | |
| <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| Ventes de prestations | 2 362 743 | 2 131 138 |
| <i>dont parrainages</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | 1 203 945 | 1 129 674 |
| Subvention d'exploitation | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 203 945 | 1 129 674 |
| Vers. fondateurs ou conso. de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises provisions (et amort.), transferts de charges | - | 1 250 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 30 243 | 41 681 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 3 606 965 | 3 314 003 |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | - | - |
| Autres achats et charges externes | 1 006 811 | 863 446 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 51 526 | 48 478 |
| Salaires et traitements | 1 535 091 | 1 503 917 |
| Charges sociales | 615 269 | 584 390 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 255 883 | 261 256 |
| Dotations aux provisions | 9 646 | 8 064 |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 5 900 | 3 665 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 3 480 126 | 3 273 216 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 126 839 | 40 787 |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits financiers d'autres val. mob. et créances de l'actif immob. | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 104 093 | 22 241 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | 104 093 | 22 241 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 60 | 1 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV) | 60 | 1 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 104 033 | 22 240 |
| 3. RESULTAT COURANT avants impôts (I - II + III - IV) | 230 872 | 63 028 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 8 830 | 319 |
| Produits exceptionnels sur opération en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | - | - |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 8 830 | 319 |

| | | |
|---|------------------|------------------|
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 84 | 2 201 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 84 | 2 201 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 8 746 | - 1 882 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 35 003 | 10 979 |
| Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | |
| Engagements à réaliser sur ressources affectées | | |
| Total des produits (I + III + V) | 3 719 889 | 3 336 564 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 3 480 270 | 3 275 417 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 204 615 | 50 167 |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | 176 861 | 199 668 |
| Bénévolat | | |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 176 861 | 199 668 |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | 176 861 | 199 668 |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 176 861 | 199 668 |

**Institut de Formation des Personnels de
l'Enseignement Catholique Hauts-de-France**

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

236 Faubourg de Roubaix
59000 LILLE

Sommaire :

| | |
|--|-----------|
| 1. Faits majeurs et principes et méthodes comptables | 3 |
| NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE..... | 3 |
| NOTE 2 : CHANGEMENT DES METHODES D’EVALUATION RETENUES AU COURS DU DERNIER EXERCICE.... | 3 |
| NOTE 3 : FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DE L’EXERCICE | 4 |
| 2. Informations relatives au bilan | 6 |
| 2.1. Actif | 6 |
| NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES : Règles et principes comptables | 6 |
| NOTE 5 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES..... | 6 |
| NOTE 6 : TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS..... | 7 |
| NOTE 7 : TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS | 8 |
| NOTE 8 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES..... | 9 |
| NOTE 9 : STOCKS..... | 9 |
| NOTE 10 : CREANCES | 9 |
| NOTE 11 : ECHEANCIER DES CREANCES..... | 10 |
| NOTE 12 : PRODUITS A RECEVOIR | 10 |
| NOTE 13 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT..... | 10 |
| NOTE 14 : CHARGES CONSTATEES D’AVANCE | 10 |
| NOTE 15 : CHARGES A PAYER | 10 |
| 2.2. Passif..... | 11 |
| NOTE 16 : FONDS PROPRES ET RESERVES | 11 |
| NOTE 17 : PROVISION POUR INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE | 12 |
| NOTE 18 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DEPRECIATION | 12 |
| NOTE 19 : ETAT DES ECHEANCES DES DETTES..... | 13 |
| NOTE 20 : PRODUITS CONSTATES D’AVANCE..... | 13 |
| 3. Informations relatives au compte de résultat | 14 |
| NOTE 21 : VENTILATION DES PRODUITS D’EXPLOITATION..... | 14 |
| NOTE 22 : RESULTAT PAR ACTIVITE..... | 14 |
| NOTE 23 : VENTILATION DE L’EFFECTIF | 14 |
| NOTE 24 : RESULTAT EXCEPTIONNEL | 15 |
| 4. Autres informations | 17 |
| 4.1. Engagements hors bilan | 17 |
| NOTE 25 : EMPRUNTS..... | 17 |
| NOTE 26 : ETAT DES ENGAGEMENTS | 17 |
| NOTE 27 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS | 17 |
| NOTE 28 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES | 17 |

Objet social poursuivi par l'association :

L'association a pour objet d'assurer l'existence et la gestion de l'ISFEC, dénommé IFPEC et communément appelé IFP. L'ISFEC IFP est au service des établissements catholiques d'enseignement des Hauts-de-France, est principalement chargé de la mise en œuvre de la formation initiale et continue des maîtres du 1^{er} degré, des maîtres du 2nd degré et des personnels non-enseignants, de direction, d'encadrement, du secteur de l'animation et de tous publics non envisagés à ce jour...

La mission de l'Institut est de faciliter le recrutement de ces personnes, de favoriser leur promotion et de développer leurs compétences tout au long de leur carrière.

Cette mission s'exerce dans le cadre et conformément aux orientations et impulsions définies par la Charte de la Formation, le texte de la formation dans l'Enseignement Catholique adopté par le Comité National de l'Enseignement Catholique (CNEC) le 28 juin 2019 et des orientations du SGE (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique) autour des ISFEC labellisés ETP. (Enseignement Technique et Professionnel)

L'action de l'Institut est menée en conformité avec :

- Le statut de l'Enseignement catholique promulgué par la Conférence des Evêques de France, publié le 1^{er} juin 2013,
- Les orientations et directives, relatives à la formation et au recrutement, promulguées par le Comité National de l'Enseignement catholique,
- La Mission Régionale de Formation définie dans le texte fondateur de l'Institut promulgué par les Evêques et les directeurs diocésains des trois diocèses de la région académique en date du 9 avril 2003.

L'Institut est un établissement d'enseignement supérieur à vocation professionnelle. A ce titre, il est membre de l'Université Catholique de Lille.

1. Faits majeurs et principes et méthodes comptables

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2024 ont été établis dans le respect du principe de prudence et présentés en conformité avec les principes comptables spécifiques au secteur associatif, à l'avis du Conseil de la Réglementation National de la Comptabilité du 17 décembre 1998, approuvé par la Comité de la Réglementation Comptable le 16 février 1999 et le règlement de l'ANC 2018-06.

Plan comptable :

Il est tenu compte de l'arrêté du 02/08/1995 (publication au J.O. du 12/08/1995) qui adapte le plan comptable général aux dispensateurs de formation de droit privé. Par dérogation, les tableaux visés à l'annexe 1 du présent décret ne sont pas renseignés. Le plan comptable utilisé et la présentation des produits d'exploitation au compte de résultat permettent une visibilité suffisante sur la nature et l'origine des fonds perçus.

NOTE 2 : CHANGEMENT DES METHODES D'EVALUATION RETENUES AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation sur l'exercice clos au 31/08/2024.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

Sur le plan de l'activité :

- La Subvention F.I. s'élève à 1196 K€, dont 838 K€ pour les M1/M2 soit + 51 K€ (+ 13,44 %) et 358 K€ pour l'année de stage soit + 15,8 K€ (+ 4,43 %).
- La facturation (FI et FC) s'élève à 2 219 K€, soit + 237 K€ (+ 10.68 %).

Sur le plan R.H.

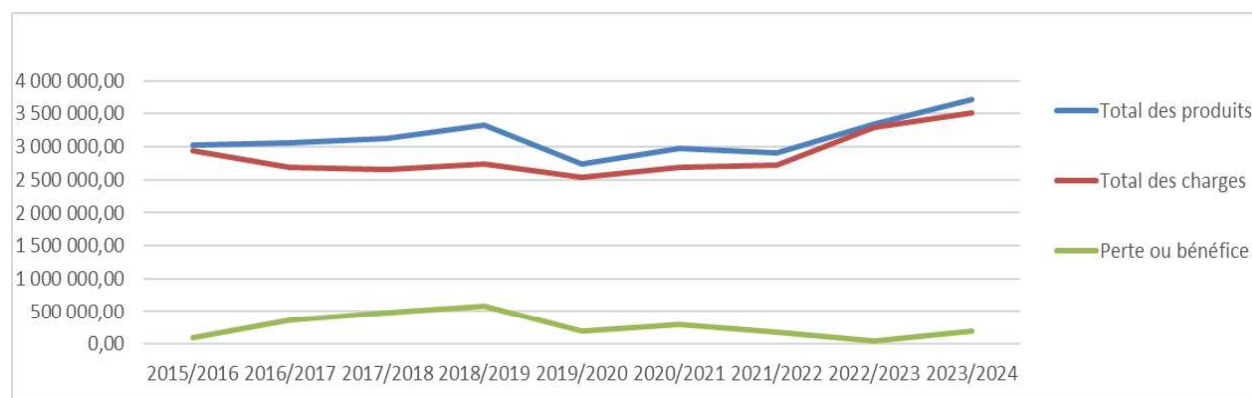
- Pas de nouvelles procédures en cours
- Nous pouvons noter des absences et l'appel à de l'externalisation durant ces absences avec l'accueil de nouveaux collaborateurs.
- En complément, nous avons créé un poste de chargé de communication et accueilli Cécile Henry.
- Afin de prévoir une nouvelle organisation sur le service comptable, un poste de responsable financier sera créé début septembre 2024 avec l'accueil d'Hervé Haquette.

Sur le plan organisationnel – outils, poursuite des investissements.

- Poursuite de la rénovation des locaux d'Arras et de Lille :
 - Remplacement des luminaires en LED à Arras : 35 K€
 - Remplacement des luminaires en LED à Lille : 51 k€
 - Travaux d'accueil à Lille : 6 K€
 - Travaux sur la chaudière à Lille : 18 K€
 - Partie de l'équipement informatique (3 tableaux numériques, vidéoprojecteur, serveur) à Lille : 33 K€

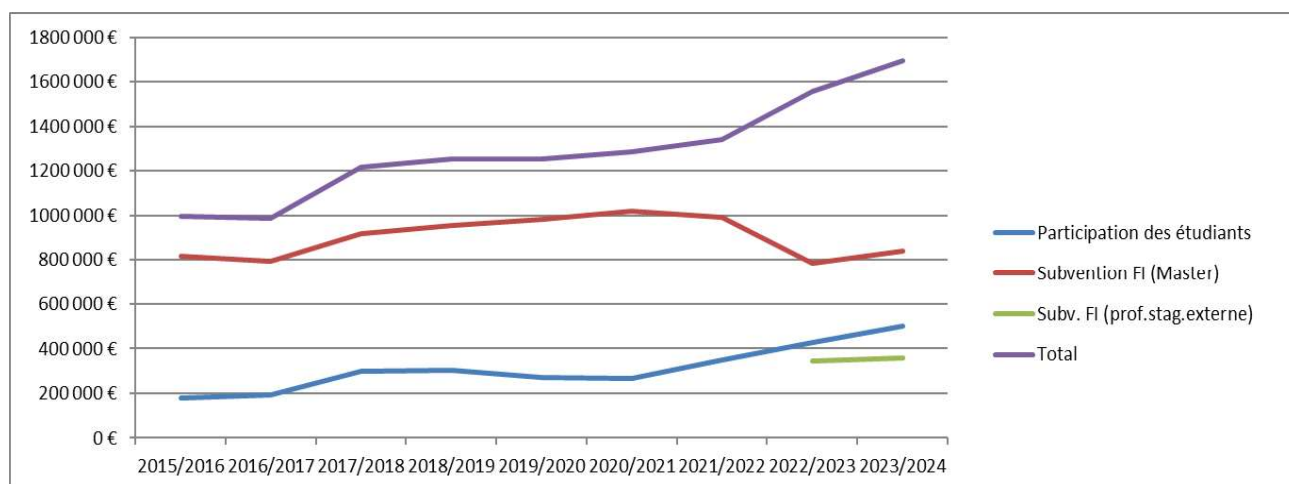
Suite du partenariat avec la Fondation Saint Matthieu : 500€ de subvention accordée par élève boursier, soit 5,9€ en charges.

Nous constatons une hausse globale des produits de 383K€ et une hausse des charges de 229K€.



| | 2015/2016 | 2016/2017 | 2017/2018 | 2018/2019 | 2019/2020 | 2020/2021 | 2021/2022 | 2022/2023 | 2023/2024 |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Total des produits | 3 025 795,16 | 3 063 154,70 | 3 127 463,16 | 3 324 242,30 | 2 743 217,68 | 2 975 446,35 | 2 898 719,66 | 3 336 563,67 | 3 719 888,81 |
| Total des charges | 2 937 111,77 | 2 693 045,78 | 2 651 171,85 | 2 740 672,88 | 2 541 670,13 | 2 679 648,68 | 2 718 901,99 | 3 286 396,47 | 3 515 273,48 |
| Perte ou bénéfice | 88 683,39 | 370 108,92 | 476 291,31 | 583 569,42 | 201 547,55 | 295 797,67 | 179 817,67 | 50 167,20 | 204 615,33 |

En formation initiale, les produits de formation sont en légère hausse (cf. graphique ci-dessous).



| | 2015/2016 | 2016/2017 | 2017/2018 | 2018/2019 | 2019/2020 | 2020/2021 | 2021/2022 | 2022/2023 | 2023/2024 |
|------------------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Participation des étudiants | 177 032 € | 191 760 € | 298 794 € | 300 866 € | 272 105 € | 265 850 € | 347 599 € | 427 668 € | 498 100 € |
| Subvention FI (Master) | 817 444 € | 793 331 € | 918 901 € | 953 985 € | 982 801 € | 1 020 332 € | 992 628 € | 787 079 € | 838 255 € |
| Subv. FI (prof.stag.externe) | | | | | | | | 342 595 € | 358 480 € |
| Total | 994 476 € | 985 090 € | 1 217 695 € | 1 254 851 € | 1 254 906 € | 1 286 182 € | 1 340 227 € | 1 557 342 € | 1 694 835 € |

Plusieurs secteurs de formation sont en progression : +67,9K€ pour les formations financées par FORMIRIS au niveau national, +52,7 K€ pour celles financées par AKTO, +13,2K€ pour les formations financées directement par les établissements, +38,9K€ pour les formations en Inter/Intra, +67K€ pour la subvention FI, +70,4K€ pour la participation des étudiants et + 8,3K€ pour l'animation pédagogique financée par la DAEC.

D'autres secteurs sont en recul comme celles financées par FORMIRIS au niveau régional (-4,2K€) et la formation du titre de formateur (-14,2K€).

Les inscriptions en prépro. restent stables (légère hausse de 0,8K€), ainsi que la formation spécifique (identique à 2022/2023)

L'I.F.P. est habilité à percevoir de la taxe d'apprentissage, le produit de ces versements est en légère hausse de 4,9K€ et représente 7,2K€.

2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES : Règles et principes comptables

Immobilisations Incorporelles :

- Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels amortis sur 2 ou 3 ans.

Immobilisation corporelles :

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires)
- Les amortissements économiquement justifiés, correspondants à la dépréciation des biens, sont calculés selon le mode linéaire en fonction de leur durée de vie.

| TYPES D'IMMOBILISATIONS | MODE | DUREE |
|--|----------|-------------|
| Aménagements de terrains | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Constructions sur sol propre | Linéaire | 20 à 40 ans |
| AAI des constructions sur sol propre | Linéaire | 7 à 15 ans |
| Constructions sur sol d'autrui | Linéaire | 20 à 33 ans |
| AAI des constructions sur sol d'autrui | Linéaire | 7 à 15 ans |
| Installations techniques, matériel et outillages | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Matériels de transport | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Matériels de bureau | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Mobiliers de bureau | Linéaire | 5 à 10 ans |

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont comptabilisées à leur valeur d'achat hors frais accessoires. Il s'agit des versements effectués dans le cadre de la contribution Logement (1%) sous forme de prêts restituables.

NOTE 6 : TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

| | Valeur Brute en début d'exercice | Réévaluation | Acquisitions et Apports | Cessions et Mise hors service | Virement de poste à poste | Valeur Brute en fin d'exercice |
|---|----------------------------------|--------------|-------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 31 958,29 | | 7 200,00 | | | 39 158,29 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 31 958,29 | 0,00 | 7 200,00 | 0,00 | 0,00 | 39 158,29 |
| Terrains | 1 009 678,38 | | | | | 1 009 678,38 |
| Aménagements de terrains | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Constructions | | | | | | |
| Sur sol propre et leurs AAI | 6 168 777,01 | | 127 783,34 | | | 6 296 560,35 |
| Sur sol d'autrui et leurs AAI | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages | 396 268,56 | | 42 322,86 | 18 361,02 | | 420 230,40 |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Mobilier, matériel de bureau et d'informatique | 344 635,03 | | 15 228,31 | | | 359 863,34 |
| Immobilisations corporelles en-cours | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Immobilisations grevées de droit | | | | | | |
| Autres immobilisations | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 7 919 358,98 | 0,00 | 185 334,51 | 18 361,02 | 0,00 | 8 086 332,47 |
| Participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Titre immobilisés | | | | | | |
| Prêts | 36 733,82 | | | | | 36 733,82 |
| Dépôts et cautionnement | 150,00 | | | | | 150,00 |
| Autres créances immobilisées | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 36 883,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 883,82 |
| TOTAL GENERAL | 7 988 201,09 | 0,00 | 192 534,51 | 18 361,02 | 0,00 | 8 162 374,58 |

NOTE 7 : TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

| | Valeur Brute en début d'exercice | Réévaluation | Dotation | Cessions et Mise hors service | Virement de poste à poste | Valeur Brute en fin d'exercice |
|---|----------------------------------|--------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 31 958,29 | | 2 360,55 | | | 34 318,84 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 31 958,29 | 0,00 | 2 360,55 | 0,00 | 0,00 | 34 318,84 |
| Terrains | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Aménagements de terrains | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Constructions | | | | | | |
| Sur sol propre et leurs AAI | 4 565 101,95 | | 211 063,14 | | | 4 776 165,09 |
| Sur sol d'autrui et leurs AAI | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages | 342 858,50 | | 28 413,19 | 18 361,02 | | 352 910,67 |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Mobilier, matériel de bureau et d'informatique | 322 130,54 | | 14 046,22 | | | 336 176,76 |
| Immobilisations corporelles en-cours | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Immobilisations grevées de droit | | | | | | |
| Autres immobilisations | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 230 090,99 | 0,00 | 253 522,55 | 18 361,02 | 0,00 | 5 465 252,52 |
| Participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Titre immobilisés | | | | | | |
| Prêts | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Dépôts et cautionnement | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Autres créances immobilisées | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | 5 262 049,28 | 0,00 | 255 883,10 | 18 361,02 | 0,00 | 5 499 571,36 |

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

| | | Montant en début d'exercice | Acquisitions | Cession ou virement poste à poste | Montant en fin d'exercice |
|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|-----------------------------------|---------------------------|
| PLACEMENTS | Placements : | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | Immobilisations financières : | | | | |
| | | | | | |
| | Participations | 0,00 | | | 0,00 |
| | Titres immobilisés (valeur brute) | 0,00 | | | 0,00 |
| | Prêts effort construction | 36 733,82 | | | 36 733,82 |
| | | | | | |
| | TOTAL | 36 733,82 | 0,00 | 0,00 | 36 733,82 |
| TOTAL GENERAL | | 36 733,82 | 0,00 | 0,00 | 36 733,82 |

Depuis janvier 2020 et le relèvement des seuils d'assujettissement, il n'y a plus de versement pour la contribution logement.

NOTE 9 : STOCKS

Les années précédentes, les stocks étaient évalués à leur prix d'achat. Ils concernaient le volume de fioul non consommé.

Depuis 2023/2024, la valeur du fioul non consommé est enregistrée en charges constatées d'avance.

NOTE 10 : CREANCES

Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nominale. Les créances considérées comme douteuses, font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 100 % de leur montant.

Au 31/08/2024, aucune créance n'est considérée comme douteuse.

NOTE 11 : ECHEANCIER DES CREANCES

| | Montant | à moins d'un an | à plus d'un an |
|--|-------------------|-------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Dépôts et cautionnements versés | | | |
| Autres créances immobilisées | | | |
| Fournisseurs : avances, acomptes versés | 4 671,63 | 4 671,63 | |
| Organismes clients | 582 765,52 | 582 765,52 | |
| Personnel et charges sociales | 0,00 | 0,00 | |
| Etat et autres collectivités publiques | | | |
| Confédération, fédérations, associations et apparentés | | | |
| Comptes transitoires ou attente | | | |
| Débiteurs divers | 3 525,33 | 3 525,33 | |
| Charges constatées d'avance | 22 039,27 | 22 039,27 | |
| Créances contentieux Etat | | | |
| | | | |
| TOTAL | 613 001,75 | 613 001,75 | 0,00 |

NOTE 12 : PRODUITS A RECEVOIR

Le montant des produits à recevoir est nul au 31/08/2024.

NOTE 13 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Il n'existe pas d'OPCVM au 31 août 2024.

NOTE 14 : CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Le montant des charges constatées d'avance s'élève à 22.039,27 € au 31.08.2024.

Il s'agit de la valeur du fioul restant (9.000 litres pour 9,1K€) et de charges d'exploitation courantes. Les valeurs les plus significatives concernent la maintenance du logiciel de gestion de stage (3.199,23€), l'hébergement Studit (2.214€) ainsi que l'anti-plagiat (1.875,26€).

NOTE 15 : CHARGES A PAYER

Le montant des charges à payer s'élève à 120.155€ au 31/08/2024

Les plus significatives sont des charges relatives à la procédure de transmission du C.F.P. d'Arras au profit de l'I.F.P.E.C. (pour 40,8K€) et la taxe foncière de janvier à août 2024 payée en novembre 2024 (19,05K€).

2.2. Passif

NOTE 16 : FONDS PROPRES ET RESERVES

| | Montant en début d'exercice | Augmentation | Diminution | Virement de poste à poste | Montant en fin d'exercice |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------|---------------------------|---------------------------|
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | | | | |
| Valeur du patrimoine intégré | 971 530,99 | | | | 971 530,99 |
| Fonds statutaires | | | | | |
| Subventions d'invest. affectés à des biens renouv. | | | | | |
| Fonds de trésorerie apportée | | | | | |
| Libéralités ayant le caractère d'apport | | | | | |
| TOTAL | 971 530,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 971 530,99 |
| FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | | | | |
| Valeur biens affectés | | | | | |
| Valeur biens non affectés | | | | | |
| Libéralités | | | | | |
| Subventions d'invest. affectés à des biens renouv. | | | | | |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ECART DE REEVALUATION | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RESERVES | | | | | |
| Réserve statutaires | | | | | |
| Réserve pour projet de l'entité | 1 442 362,05 | | | | 1 442 362,05 |
| Autres réserves : | | | | | |
| TOTAL | 1 442 362,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 442 362,05 |
| RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU | | | | | |
| Report à nouveau | 2 839 486,34 | | | 50 167,20 | 2 889 653,54 |
| Résultat de l'exercice | 50 167,20 | 204 615,33 | | -50 167,20 | 204 615,33 |
| TOTAL | 2 889 653,54 | 204 615,33 | 0,00 | 0,00 | 3 094 268,87 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES | | | | | |
| Autres subventions | 0,00 | | | | 0,00 |
| Amortissement autres subventions | 0,00 | | | | 0,00 |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | 5 303 546,58 | 204 615,33 | 0,00 | 0,00 | 5 508 161,91 |

NOTE 17 : PROVISION POUR INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 134.176,23 €. Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite. La provision ne tient pas compte du taux de revalorisation, du taux de rotation du personnel. Aucun taux d'actualisation n'a été appliqué.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges.

NOTE 18 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DEPRECIATION

Mouvements sur la période :

| | | | Montant en début d'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions reprises de l'exercice | Montant en fin d'exercice |
|---|---|---------------|--------------------------------|---|--|------------------------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1) | | | | | | |
| | Provisions pour risque d'emploi | | | | | |
| | Provisions pour risques Prudhomal | | 0,00 | | | 0,00 |
| | Provisions pour indemnité de départ en retraite | | 124 530,15 | 9 646,08 | | 134 176,23 |
| | Provisions pour travaux propriétaire | | | | | |
| | Provisions pour travaux locataire | | | | | |
| | | | | | | |
| | TOTAL | | 124 530,15 | 9 646,08 | 0,00 | 134 176,23 |
| | | | | | | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION (1) | | Incorporelles | | | | |
| | Sur immobilisations | Corporelles | | | | |
| | | Financiers | | | | |
| | Sur stocks | | | | | |
| | Sur comptes étudiants et usagers | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | Autres provisions pour dépréciation | | | | | |
| | Provisions sur placements | | | | | |
| | | | | | | |
| | TOTAL | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | |
| | TOTAL GENERAL | | 124 530,15 | 9 646,08 | 0,00 | 134 176,23 |

NOTE 19 : ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

| | | Montant | à moins d'un an | à plus d'un an |
|--|------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Capital emprunté | | 0,00 | 0,00 | |
| Intérêts | | 0,00 | 0,00 | |
| Concours bancaires courants et comptes créditeurs de banque | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 213 583,32 | 213 583,32 | |
| Familles ou élèves avances reçues | | 126 954,00 | 126 954,00 | |
| Arrhes reçus | 126 220,00 | | | |
| Acomptes pour locations de septembre | 734,00 | | | |
| Dettes relatives au personnel | | 10 062,46 | 10 062,46 | |
| Etat et autres collectivités publiques | | 123 561,61 | 123 561,61 | |
| Confédération, fédérations, associations et apparentés | | | | |
| Autres dettes | | 121 764,06 | 121 764,06 | |
| Produits constatés d'avance (scolarités reçues en juillet et août) | | 155 295,00 | 155 295,00 | |
| Dettes contentieux Etat | | | | |
| TOTAL | | 751 220,45 | 751 220,45 | 0,00 |

La rubrique « Familles et élèves avances reçues comptabilise une avance pour les scolarités M1/M2 (à hauteur de 119.000 €), des inscriptions prépro.(à hauteur de 7.220 €) et trois acomptes pour des locations de locaux en septembre ou octobre.

NOTE 20 : PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 155.295,00€ au 31/08/2024.
Ces derniers correspondent à des produits relatifs aux scolarités encaissées en juillet et août 2024.

3. Informations relatives au compte de résultat

NOTE 21 : VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

Tableau de répartition des produits d'exploitation :

| | |
|--|----------------|
| - Participations des étudiants : | 508 360,00 € |
| - Participations Etat - subventions : | 1 196 735,00 € |
| - Produits de fonctionnement dép. formation continue : | 1 717 999,53 € |
| - Produits des activités annexes : | 146 694,71 € |
| - Autres produits de gestion courante | 37 176,05 € |

NOTE 22 : RESULTAT PAR ACTIVITE

Cette information n'est pas disponible.

Les prestations de formation dispensées couvrent les domaines suivants :

- Formation initiale à destination des étudiants destinés aux métiers de l'enseignement (professeurs des collèges et lycées, professeurs des écoles)
- Formation continue (en relation Formiris, CNFETP, ...) envers le personnel enseignant et non enseignant

A cela, s'ajoute d'autres activités comme l'animation pédagogique en direction des établissements scolaires, en liaison avec les autorités de tutelle.

NOTE 23 : VENTILATION DE L'EFFECTIF EN NOMBRE DE SALARIES (hors personnel mis à disposition cf. note 28)

| | |
|-----------------------|-----------|
| Directeur(s) : | 3 |
| Formateur(s) : | 11 |
| Administratif(s) : | 12 |
| Documentaliste(s) : | 1 |
| Agent(s) de service : | 1 |
| Contrat(s) aidé(s) : | 0 |
| | — |
| TOTAL | 28 |

NOTE 24 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

| LIBELLES | MONTANT | SOUS-TOTAL |
|---|---------|--------------|
| Participations exceptionnelles accordées | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| Autres charges exceptionnelles | | |
| 6718 - Pénalité retardretenue à la source | 34,00 | |
| 6718 - Frais de dossier non perçu | 50,00 | |
| | | |
| | | 84,00 |
| Charges sur exercices antérieurs | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| Valeurs comptable des éléments d'actif cédés | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 84,00 |

| LIBELLES | MONTANT | SOUS-TOTAL |
|---|----------|-----------------|
| Subventions privées exceptionnelles reçues | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Autres produits exceptionnels | | |
| 771 - Excedent Taxe d'habitation | 55,85 | |
| | | |
| | | |
| | | 55,85 |
| | | |
| Rappel de subventions publiques | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| Autres produits sur exercices antérieurs | | |
| 772 - Régularisation provisions charges/locations | 6 903,30 | |
| 772 - Solde de passifs antérieurs prescrits | 351,05 | |
| | | |
| | | |
| | | 7 254,35 |
| | | |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | |
| 775 - Cession matériels amortis | 1 520,00 | |
| | | |
| | | |
| | | 1 520,00 |
| | | |
| Quote-part exceptionnelle subventions d'équipement amorties | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| | | |
| Reprise sur provisions exceptionnelles | | |
| | | |
| | | |
| | | 0,00 |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 8 830,20 |

4. Autres informations

4.1. Engagements hors bilan

NOTE 25 : EMPRUNTS

Aucun emprunt comptabilisé à la date de clôture.

NOTE 26 : ETAT DES ENGAGEMENTS

| | N | N - 1 |
|----------------------------|---|-------|
| Engagements donnés | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Hypothèques | | |
| Effets escomptés non échus | | |
| Autres | | |
| Engagements reçus | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Autres | | |

NOTE 27 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Indication du montant global de la rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles au sens de l'article 20 de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif.

Cette information n'est pas communiquée car elle consisterait à indiquer des rémunérations individuelles. Les membres du conseil du bureau sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat.

NOTE 28 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- ✓ Nature de ces contributions : Mise à disposition de personnes par le rectorat. Sept formateurs sont mis à disposition pour des volumes horaires de 1,5/18^e à 12/18^e.
- ✓ Modalités de ces contributions : Le volume horaire mis à disposition est de 1 782 heures.
- ✓ Méthodes de valorisation. :
 - Certains formateurs ont un statut de vacataire, l'estimation est valorisée au coût horaire des vacataires majoré des charges patronales.
 - Pour les autres, l'estimation est valorisée au coût réel du salaire de l'éducation nationale majoré des charges patronales.

Cette mise à disposition de personnes représente un montant de 176 861 € au 31 août 2024 (contre 199 669€ au 31 août 2023).